

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Avis de convocation / avis de réunion

DBV TECHNOLOGIES

Société anonyme au capital social de 29.604.244,70 euros
Siège social : 107, avenue de la République – 92320 Châtillon
441 772 522 R.C.S. Nanterre
(la « **Société** »)

AVIS DE CONVOCATION

Les actionnaires de la société DBV Technologies sont convoqués en assemblée générale mixte (l' « **Assemblée Générale** ») le **3 juin 2026** à 10h00 au 107, avenue de la République – 92320 Châtillon, à l'effet de statuer sur l'ordre du jour suivant :

L'Assemblée Générale sera retransmise en intégralité, en direct et en différé, sur le site internet de la Société (www.dbv-technologies.com).

Ordre du jour**À caractère ordinaire :**

1. Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025
2. Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2025
3. Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025
4. Imputation du report à nouveau débiteur sur le poste « Prime d'émission »
5. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions réglementées
6. Renouvellement du mandat du cabinet KPMG en qualité de Commissaire aux comptes titulaire
7. Ratification de la nomination provisoire de Madame Philina Lee en qualité d'administrateur
8. Renouvellement de Monsieur Michael J. Goller, en qualité d'administrateur
9. Renouvellement de Monsieur Daniel Tassé, en qualité d'administrateur
10. Renouvellement de Madame Maïlys Ferrère, en qualité d'administrateur
11. Approbation des informations visées au I de l'article L.22-10-9 du Code de commerce relatives à la rémunération des mandataires sociaux au titre de l'exercice 2025
12. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Michel de Rosen, Président du Conseil d'Administration
13. Approbation des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature, versés au cours de l'exercice 2025 ou attribués au titre du même exercice à Monsieur Daniel Tassé, Directeur Général
14. Avis consultatif sur la rémunération des cadres dirigeants « *named executive officers* » autres que le Directeur Général
15. Augmentation du montant de la rémunération globale (enveloppe annuelle) allouée aux Administrateurs
16. Approbation de la politique de rémunération du Président du Conseil d'Administration au titre de l'exercice 2026
17. Approbation de la politique de rémunération des administrateurs au titre de l'exercice 2026
18. Approbation de la politique de rémunération du Directeur Général et, le cas échéant, des Directeurs Généraux Délégués au titre de l'exercice 2026

19. Autorisation à conférer au Conseil d'Administration à l'effet de faire racheter par la Société ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L.22-10-62 du Code de commerce

À caractère extraordinaire :

20. Délégation à donner au Conseil d'Administration en vue de **réduire le capital social par voie d'annulation d'actions**, dans le cadre du dispositif de l'article L.22-10-62 du Code de commerce
21. Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec **maintien du droit préférentiel de souscription**
22. Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec **suppression du droit préférentiel de souscription par offre au public à l'exclusion des offres visées au 1° de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier et/ou en rémunération de titres dans le cadre d'une offre publique d'échange**
23. Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec **suppression du droit préférentiel de souscription par une offre visée au 1° de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier**
24. Délégation de pouvoirs à donner au Conseil d'Administration pour émettre des actions ordinaires et/ou des titres de capital donnant accès à d'autres titres de capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance et/ou de valeurs mobilières donnant accès à des titres de capital à émettre, avec **suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une ou plusieurs personnes nommément désignées par le Conseil d'Administration**
25. Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration en vue d'émettre des actions ordinaires donnant, le cas échéant, accès à des actions ordinaires ou à l'attribution de titres de créance (de la Société ou d'une société du groupe), et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires (de la Société ou d'une société du groupe), avec **suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées**
26. Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration en vue de décider l'émission d'actions ordinaires à émettre immédiatement ou à terme par la Société, avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une **catégorie de personnes répondant à des caractéristiques déterminées dans le cadre d'un contrat de financement en fonds propres sur le marché américain dit « At-The-Market » ou « Programme ATM »**
27. Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration à l'effet **d'augmenter le nombre de titres à émettre** en cas d'augmentation de capital avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription en cas de demandes excédentaires
28. **Délégation à donner au Conseil d'Administration pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital dans la limite fixée par les dispositions légales et réglementaires applicables à la date de l'augmentation de capital en vue de rémunérer des apports en nature de titres ou de valeurs mobilières donnant accès au capital**
29. Délégation de compétence à consentir au Conseil d'Administration à l'effet de **décider toute opération de fusion-absorption, scission ou apport partiel d'actifs**
30. Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration en vue d'émettre des actions ordinaires donnant, le cas échéant, accès à des actions ordinaires ou à l'attribution de titres de créance (de la Société ou d'une société du groupe), et/ou des valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires (de la Société ou d'une société du groupe), **dans le cadre d'une opération de fusion-absorption, scission ou apport partiel d'actifs** décidée par le Conseil d'Administration en vertu de la délégation visée à la vingt-neuvième résolution
31. Limitation globale des plafonds des délégations prévues aux vingt-deuxième, vingt-troisième, vingt-quatrième, vingt-cinquième, vingt-sixième, vingt-huitième et trentième résolutions
32. Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour augmenter le capital par **incorporation de réserves, bénéfices et/ou primes**

33. Délégation de compétence à donner au Conseil d'Administration pour augmenter le capital par émission d'actions ordinaires et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit des **adhérents d'un plan d'épargne d'entreprise** en application des articles L. 3332-18 et suivants du Code du travail
34. Délégation de compétence à conférer au Conseil d'Administration en vue d'émettre des **bons de souscription d'actions (BSA)**, bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions nouvelles et/ou existantes (BSAANE) et/ou des bons de souscription et/ou d'acquisition d'actions nouvelles et/ou existantes remboursables (BSAAR) avec suppression du droit préférentiel de souscription au profit d'une catégorie de personnes
35. Autorisation à donner au Conseil d'Administration en vue **d'attribuer gratuitement des actions** existantes et/ou à émettre aux membres du personnel salarié et/ou certains mandataires sociaux de la Société ou des sociétés ou groupements d'intérêt économique liés
36. Autorisation à donner au Conseil d'Administration en vue d'octroyer des options de souscription et/ou d'achat d'actions (stock-options) aux membres du personnel salarié et/ou certains mandataires sociaux de la Société ou des sociétés ou groupements d'intérêt économique liés
37. Limitation globale des plafonds des délégations prévues aux trente-cinquième et trente-sixième résolutions
38. Ratification des modifications apportées aux articles 18 et 21 des statuts de la Société
39. Modification de l'article 15 des statuts de la Société afin de fixer à 70 ans l'âge limite pour le Directeur Général

À caractère ordinaire :

40. Pouvoirs pour les formalités

A. Formalités préalables à effectuer pour participer à l'Assemblée Générale

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, a le droit de participer à l'Assemblée Générale dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et la réglementation en vigueur.

Conformément à l'article R. 22-10-28 du Code de commerce, les actionnaires devront justifier de l'inscription en compte des titres, à leur nom ou au nom de l'intermédiaire inscrit pour leur compte (ci-après « établissement teneur de compte »), au cinquième (5) jour ouvré précédant l'Assemblée Générale, soit le mercredi 27 mai 2026 à zéro heure, heure de Paris (ci-après « J-5 ») :

- soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par l'établissement teneur de compte de la Société : l'inscription en compte selon les modalités susvisées est suffisante ;
- soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'établissement teneur de compte en application de l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier : l'inscription en compte des actions doit être constatée par une attestation de participation au nom de l'actionnaire délivrée par l'établissement teneur de compte.

L'actionnaire pourra à tout moment céder tout ou partie de ses actions :

- si la cession intervenait avant J-5, la carte d'admission, le vote exprimé avant l'Assemblée Générale ou le pouvoir du cédant seraient invalidés ou modifiés en conséquence ;
- si la cession intervenait après J-5, la carte d'admission, le vote exprimé avant l'Assemblée Générale ou le pouvoir du cédant resteraient pris en compte par la Société.

B. Modalités de participation à l'Assemblée Générale

L'actionnaire a le droit de participer à l'Assemblée Générale :

- soit en y assistant personnellement,

- soit en se faisant représenter par le Président de l'Assemblée Générale ou toute autre personne physique ou morale de son choix,
- soit en votant à distance.

Tout actionnaire ayant déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission (dans les conditions définies à l'article R. 22-10-28 III du Code de commerce), ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée Générale.

1-1 Actionnaires souhaitant assister personnellement à l'Assemblée Générale

1-1-1 Demande de carte d'admission par voie postale :

L'actionnaire au nominatif inscrit depuis un mois au moins à la date de l'avis de convocation, recevra par courrier postal la lettre de convocation accompagnée d'un formulaire de vote, sauf s'il a demandé à être convoqué par voie électronique. Il pourra obtenir sa carte d'admission en envoyant le formulaire de vote dûment rempli, daté et signé à Société Générale Securities Services – Service Assemblées – CS 30812 – 44308 Nantes Cedex 3, à l'aide de l'enveloppe prépayée jointe à la convocation.

S'il n'a pas reçu sa carte d'admission avant l'Assemblée Générale, il pourra se présenter directement au guichet de l'Assemblée Générale prévu à cet effet, muni d'une pièce d'identité.

L'actionnaire au porteur qui souhaite participer à l'Assemblée Générale devra solliciter son établissement teneur de compte en vue de l'obtention de sa carte d'admission. Dans ce cas, l'établissement teneur de compte établira une attestation de participation et la transmettra directement à Société Générale Securities Services – Service Assemblées – CS 30812 – 44308 Nantes Cedex 3 en vue de l'établissement d'une carte d'admission.

S'il n'a pas reçu sa carte d'admission avant l'Assemblée Générale, il lui faudra demander à l'établissement teneur de son compte de lui délivrer une attestation de participation qui lui permettra de justifier de sa qualité d'actionnaire à J-5 pour être admis à l'Assemblée Générale.

1-1-2 Demande de carte d'admission par voie électronique :

Les actionnaires pourront accéder aux sites Internet dédiés et sécurisés Sharinbox et VOTACCESS du **mercredi 13 mai 2026 à 9 heures, heure de Paris**, au **mardi 2 juin 2026 à 15 heures, heure de Paris**, dernier jour ouvré avant la date de l'Assemblée Générale.

Il est recommandé de ne pas attendre les derniers jours pour accéder aux sites Internet, afin d'éviter d'éventuels engorgements.

L'actionnaire au nominatif pourra faire sa demande de carte d'admission en ligne sur la plateforme sécurisée VOTACCESS accessible via le site <https://sharinbox.societegenerale.com> :

- s'il se connecte pour la première fois : en utilisant son code d'accès Sharinbox, adressé par courrier par Société Générale Securities ou, à défaut, en cliquant sur « Code d'accès oublié ? », et le mot de passe adressé également par courrier ou, à défaut, en cliquant sur « Mot de passe oublié ? » ou ;
- s'il a préalablement activé son compte « Sharinbox by SG Markets » : en utilisant son email de connexion et le mot de passe associé, ou, à défaut, en cliquant sur « Mot de passe oublié ? ».

Une fois connecté, **l'actionnaire au nominatif** devra suivre les indications données à l'écran afin de demander sa carte d'admission.

S'il n'a pas reçu sa carte d'admission avant l'Assemblée Générale, il pourra se présenter directement au guichet de l'Assemblée Générale prévu à cet effet, muni d'une pièce d'identité.

L'actionnaire au porteur pourra faire sa demande de carte d'admission en ligne sous réserve que son établissement teneur de compte ait adhéré à VOTACCESS. Dans ce cas, l'actionnaire au porteur pourra se connecter avec ses identifiants habituels sur le portail Internet de son établissement teneur de compte puis cliquer sur l'icône correspondant à ses actions DBV Technologies pour accéder au site VOTACCESS.

Une fois connecté, **l'actionnaire au porteur** devra suivre les indications données à l'écran afin de demander sa carte d'admission.

S'il n'a pas reçu sa carte d'admission avant l'Assemblée Générale, il lui faudra demander à son établissement teneur de compte de lui délivrer une attestation de participation qui lui permettra de justifier de sa qualité d'actionnaire à J-5 pour être admis à l'Assemblée Générale.

1-2. Actionnaires souhaitant voter à distance ou par procuration

Tout actionnaire, ne pouvant être présent à l'Assemblée Générale, pourra voter :

- à distance, par voie postale ou électronique ; ou
- par procuration, en donnant pouvoir au Président de l'Assemblée Générale ou à un mandataire de son choix, par voie postale ou électronique. Il est rappelé qu'en l'absence d'indication de mandataire sur le formulaire de vote, le Président de l'Assemblée Générale émet un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions.

Dans tous les cas, l'actionnaire devra impérativement :

- soit compléter, dater et signer le formulaire de vote et le renvoyer par courrier postal à Société Générale Securities Services – Service Assemblées – CS 30812 – 44308 Nantes Cedex 3 (cf. instructions ci-après) ;
- soit se connecter aux sites Internet dédiés et sécurisés et suivre la procédure indiquée (cf. instructions ci-après).

1-2-1 Vote à distance ou par procuration par voie postale :

L'actionnaire au nominatif, inscrit depuis un mois au moins à la date de l'avis de convocation, recevra par courrier postal la lettre de convocation accompagnée d'un formulaire de vote, sauf s'il a demandé à être convoqué par voie électronique. Il devra retourner ce formulaire de vote, dûment complété, daté et signé à Société Générale, soit en utilisant l'enveloppe prépayée jointe à la convocation par voie postale, soit par courrier simple, à : Société Générale Securities Services - Service des Assemblées – CS 30812 - 44308 Nantes Cedex 3.

L'actionnaire au porteur pourra solliciter son établissement teneur de compte en vue de l'obtention du formulaire de vote. Il devra retourner ce formulaire de vote, dûment complété, daté et signé à son établissement teneur de compte qui se chargera de le transmettre, accompagné d'une attestation de participation émise par ses soins, à Société Générale Securities Services - Service des Assemblées – CS 30812 - 44308 Nantes Cedex 3.

Les actionnaires pourront également obtenir un formulaire de vote sur le site internet de la Société (www.dbv-technologies.com) ou demander par écrit à Société Générale Securities Services - Service des Assemblées – CS 30812 - 44308 Nantes Cedex 3, de leur adresser un formulaire de vote par voie postale. Dans ce dernier cas il sera fait droit aux demandes reçues au plus tard six (6) jours avant la date de l'Assemblée Générale, soit le **jeudi 28 mai 2026**.

Pour être pris en compte, le formulaire de vote devra être reçu par le Service des Assemblées de Société Générale Securities Services, selon les modalités indiquées ci-dessus, au plus tard trois jours calendaires avant la date de l'Assemblée Générale, soit le **dimanche 31 mai 2026**, à défaut de quoi il ne pourra être pris en compte.

En aucun cas les formulaires de vote ne doivent être retournés à l'adresse postale de la Société.

Il est rappelé que pour donner procuration à un tiers, l'actionnaire doit compléter et signer le formulaire de vote en précisant ses nom, prénom et adresse ainsi que ceux du mandataire.

S'il souhaite révoquer son mandataire nommé par voie postale, l'actionnaire devra demander à Société Générale Securities Services (s'il est actionnaire au nominatif) ou à son établissement teneur de compte (s'il est actionnaire au porteur) de lui envoyer un nouveau formulaire de vote portant la mention « Changement de mandataire », et devra le lui retourner de telle façon que Société Générale Securities Services puisse le recevoir au plus tard trois (3) jours calendaires avant la date de l'Assemblée Générale, soit le **dimanche 31 mai 2026**.

1-2-2 Vote à distance ou par procuration par voie électronique :

Les actionnaires ont également la possibilité de transmettre leurs instructions de vote ou de désigner ou révoquer un mandataire par Internet avant l'Assemblée Générale, sur la plateforme sécurisée VOTACCESS, dans les conditions décrites ci-après.

La plateforme VOTACCESS sera ouverte du **mercredi 13 mai 2026 à 9 heures, heure de Paris**, au **mardi 2 juin 2026 à 15 heures, heure de Paris**.

Il est recommandé de ne pas attendre les derniers jours pour accéder aux sites Internet, afin d'éviter d'éventuels engorgements.

L'actionnaire au nominatif pourra voter, ou désigner ou révoquer un mandataire en ligne via la plateforme sécurisée VOTACCESS, accessible via le site <https://sharinbox.societegenerale.com> selon les modalités précisées ci-avant. Une fois connecté, l'actionnaire au nominatif devra cliquer sur « Répondre » dans l'encart « Assemblées Générales » de la page d'accueil, puis sur « Participer » afin d'accéder au site de vote. Il devra ensuite suivre les indications données à l'écran.

L'actionnaire au porteur pourra voter, ou désigner ou révoquer un mandataire en ligne, sous réserve que son établissement teneur de compte ait adhéré à VOTACCESS. Dans ce cas, l'actionnaire au porteur pourra se connecter avec ses identifiants habituels sur le portail Internet de son établissement teneur de compte puis cliquer sur l'icône correspondant à ses actions DBV Technologies pour accéder au site VOTACCESS. Il devra ensuite suivre les indications données à l'écran.

Si l'établissement teneur de compte ne propose pas l'accès à la plateforme VOTACCESS, il est précisé que la notification de désignation et de révocation d'un mandataire peut être effectuée par voie électronique conformément aux dispositions de l'article R. 22-10-24 du Code de commerce, en envoyant un courriel à l'adresse électronique suivante : service.assemblee-generale@sgss.socgen.com

Ce courriel doit comporter en pièce jointe une copie numérisée du formulaire de vote précisant les nom, prénom, adresse et références bancaires complètes de l'actionnaire ainsi que les nom, prénom et adresse du mandataire désigné ou révoqué, accompagné de l'attestation de participation délivrée par l'établissement teneur de compte.

De plus, **l'actionnaire au porteur** devra obligatoirement demander à son établissement teneur de compte d'envoyer une confirmation écrite à Société Générale Securities Services, à l'adresse susmentionnée.

Seules les notifications de désignation ou de révocation de mandataire pourront être adressées à l'adresse électronique susvisée ; toute autre demande ou notification portant sur un autre objet ne pourra pas être prise en compte et/ou traitée.

Afin que les désignations ou révocations de mandataires exprimées par voie électronique puissent être prises en compte, les confirmations devront être réceptionnées par Société Générale Securities Services au plus tard le **mardi 2 juin 2026 à 15 heures (heure de Paris)**.

C. Questions écrites

A compter de la date à laquelle les documents soumis à l'Assemblée Générale auront été publiés sur le site Internet de la Société et jusqu'au quatrième (4) jour ouvré précédant la date de l'Assemblée Générale, soit le **jeudi 28 mai 2026**, tout actionnaire pourra adresser au Président du Conseil d'administration de la Société des questions écrites, conformément aux dispositions de l'article R. 225-84 du Code de commerce. Ces questions écrites devront être envoyées, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au siège social, soit au 107, avenue de la République, 92320 Châtillon, France, ou par courrier électronique à l'adresse suivante : investors@dbv-technologies.com. Elles devront être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

D. Droit de communication des actionnaires

Les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre de l'Assemblée Générale le seront dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Les documents et informations prévus à l'article R. 22-10-23 du Code de commerce (notamment le texte des projets de résolutions et les rapports qui seront présentés à l'Assemblée Générale) seront mis en ligne sur le site Internet de la Société (www.dbv-technologies.com) au plus tard à compter du **mercredi 13 mai 2026**.

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-88 du Code de commerce, les documents et renseignements mentionnés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce seront mis en ligne sur le site Internet de la Société, qui sera dispensée de leur envoi aux actionnaires.

E. Retransmission de l'Assemblée Générale

Conformément aux articles L.22-10-38-1 et R.22-10-29-1 du Code de commerce, à moins que des raisons techniques rendent impossible ou ne perturbent gravement la retransmission de l'Assemblée Générale, celle-ci fera l'objet, dans son intégralité, d'une retransmission audiovisuelle en direct disponible sur le site Internet de la Société (www.dbv-technologies.com).

Un enregistrement de l'Assemblée Générale sera consultable sur le site internet de la Société au plus tard sept (7) jours ouvrés après la date de l'Assemblée Générale et pendant au moins la durée légale et réglementaire minimale à compter de sa mise en ligne.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION